

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 6 FÉVRIER 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 23/54 CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE DEPARTEMENT DU VAR - AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE SUR LA RD 206 A OLLIOULES (HORS AGGLOMERATION) - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/54

BUREAU DU 6 FÉVRIER 2023

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE
DEPARTEMENT DU VAR - AMENAGEMENT D'UN
CARREFOUR GIRATOIRE SUR LA RD 206 A
OLLIOULES (HORS AGGLOMERATION) -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Départemental n°G102 de la Commission Permanente du 05/12/2022,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que la Société immobilière Cogedim Provence construit un ensemble immobilier mixte au centre-ville d'Ollioules. Il est nécessaire de réaliser un giratoire sur la RD 206, ayant pour objectif de sécuriser l'accès au nouveau quartier en construction, ainsi qu'au centre-ville ; pour se faire, il est nécessaire d'aménager un tourne à gauche,

CONSIDERANT que l'implantation de ce giratoire permettra, en outre, de modérer la vitesse des usagers sur cette voie très fréquentée, de l'ordre de 10 500 véhicules / jour,

CONSIDERANT que le Département du Var autorise la Métropole Toulon Provence Méditerranée à réaliser cet ouvrage sur l'emprise du domaine public départemental en déléguant la maîtrise d'ouvrage des travaux,

CONSIDERANT que les travaux consistent en la réalisation de :

- l'installation et les travaux préparatoires,
- le terrassement,
- les travaux relatifs aux réseaux d'assainissement,
- les travaux sur la voirie,
- les signalisations horizontale et verticale,
- la mise en place de l'éclairage public,

CONSIDERANT que la Métropole TPM assure la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre de cette opération et que le Département du Var accepte de participer financièrement à la réalisation de ce projet,

CONSIDERANT que le montant total estimé de l'opération est de 390 000 € HT et que la participation plafonnée du Département du Var est fixée à 97 500 € HT maximum,

CONSIDERANT que la présente convention a pour objet de définir, les modalités administratives, techniques et financières pour la réalisation de cette opération,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention entre la Métropole TPM et le Département du Var relative à l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la RD 206 à Ollioules (Hors agglomération).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires aux travaux seront inscrits sur le Budget Principal 2023- Opération 10183.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 février 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

D.I.M./
EA

Acte n° : CO 2022-1467

AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE SUR LA RD 206 (PR 0+120) A
OLLIOULES (HORS AGGLOMERATION) - CONVENTION AVEC LA METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

*(Convention valant permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie
routière)*

Entre :

Le Département du Var représenté par **Monsieur Jean-Louis Masson, Président du Conseil
départemental du Var**, habilité à cet effet par délibération de la Commission permanente n°
G102 en date du 05 décembre 2022

Ci-après désigné par « le Département » d'une part,

Et de :

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre à Toulon,
représentée par **Monsieur Hubert Falco, Président, ancien Ministre**, habilité à cet effet par
délibération n° du Bureau métropolitain en date du

Ci-après désigné par « La Métropole » d'autre part,-

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1. CONTEXTE DE LA CONVENTION ET JUSTIFICATION DE L'AMÉNAGEMENT

La Société immobilière COGEDIM PROVENCE construit un ensemble immobilier mixte (logements et locaux tertiaires) au centre-ville d'Ollioules. Il est nécessaire de réaliser un giratoire sur la RD 206 ayant pour objectif de sécuriser l'accès au nouveau quartier en construction, ainsi que l'accès au centre-ville qui ne bénéficie pas, actuellement, d'un tourne à gauche aménagé. L'implantation de ce giratoire permettra, en outre, de modérer la vitesse des usagers sur cette voie très fréquentée, de l'ordre de 10 500 véhicules /jour.

Pour ces raisons, le Département autorise la Métropole Toulon Provence Méditerranée à réaliser cet ouvrage sur l'emprise du domaine public départemental en délégrant la maîtrise d'ouvrage des travaux et en acceptant de participer financièrement à sa réalisation.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et financières de réalisation des travaux, relatifs à la réalisation d'un giratoire sur la RD 206 et décrits à l'article 4, effectués par la Métropole avec une participation financière du Département.

ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

Elle comporte 3 annexes :

- Annexe 1 : le plan de situation,
- Annexe 2 : le plan projet,
- Annexe 3 : le constat de réalisation des équipements,

ARTICLE 4. NATURE DES TRAVAUX

Les prestations sont les suivantes :

- l'installation et les travaux préparatoires
- le terrassement
- les travaux relatifs aux réseaux d'assainissement
- les travaux sur la voirie
- les signalisations horizontale et verticale
- la mise en place de l'éclairage public

ARTICLE 5. MAÎTRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX

En application du Code de la commande publique, et notamment les articles, L2410-1 - L2411-1 - L2422-12 relatifs à la maîtrise d'ouvrage des travaux, la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des travaux décrits à l'article 4, en concertation avec le Département représenté par monsieur le chef de pôle territorial Provence Méditerranée.

ARTICLE 6. MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX

- Phase réalisation :

La Métropole assure la maîtrise d'œuvre du chantier.

La Métropole informe le Département au moins quinze jours avant, de la date de commencement des travaux et de la durée d'exécution.

Les travaux font l'objet d'essais et de contrôle, dont les résultats sont communiqués au Département.

La Métropole invite le Département à chaque réunion de chantier. En l'absence d'observations sur la qualité des travaux effectués, la Métropole ne peut être tenue responsable de problèmes mis à jour en phase de réception ou en phase d'exploitation.

- Phase réception des travaux – remise des ouvrages réalisés :

Le Département participe aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux.

Le Département formule ses observations éventuelles et son avis sur le traitement des non conformités éventuelles, qui sont consignées au procès-verbal. Celles-ci ne pourront porter que sur les travaux lui incombant et objets de l'article 4 du présent du document, mais il est informé de tous travaux pouvant avoir des incidences sur ses propres réseaux.

ARTICLE 7. APPROBATION TECHNIQUE DU PROJET

La Métropole réalise l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des travaux.

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet est soumis pour approbation au Département.

Cette approbation doit intervenir dans le respect du délai maximum d'un mois. Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception par le Département des documents concernés. Si l'approbation n'est pas notifiée à la Métropole dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue.

Toute autre demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier nécessaire pour des considérations techniques est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée à la Métropole dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme acceptée (acceptation tacite de la demande).

ARTICLE 8. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Le Département a la possibilité de procéder à toutes vérifications qu'elle juge utiles en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier.

La Métropole fournit au Département tous les éléments nécessaires (provenance des matériaux, qualité, etc...) pour lui permettre de vérifier leur conformité par rapport aux spécificités du DCE.

ARTICLE 9. OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL

La Métropole a la charge d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux, sur le domaine public départemental.

Avant tout démarrage de travaux susceptibles d'avoir une incidence sur la circulation sur la RD 206, la Métropole ainsi que tous les tiers intervenant pour son compte, doit obtenir les arrêtés temporaires de circulation nécessaires auprès des services du Département (hors agglomération).

Le projet se situe sur le domaine public départemental. Il ne nécessite pas d'acquisition foncière et cette présente convention vaut permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière.

ARTICLE 10 . PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Les travaux nécessaires pour l'aménagement décrit à l'article 4 ci-dessus sont réalisés dans les règles de l'art. Il est par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

- Signalisation du chantier :

La signalisation du chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (instruction interministérielle sur la signalisation routière - huitième partie : signalisation temporaire). Préalablement au démarrage des travaux, la Métropole en tant que maître d'ouvrage doit faire approuver par le gestionnaire de la voie, représenté par le pôle territorial Provence Méditerranée, un dossier d'exploitation, décrivant la gestion de la circulation de tous les usagers de la voie publique.

La Métropole a la charge de la signalisation réglementaire du chantier. En cas d'accident de circulation consécutif à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire, la Métropole est tenue pour responsable.

- Circulation en phase chantier :

La section de RD concernée étant hors agglomération, l'autorité compétente, détentrice du pouvoir de police de la circulation est le Département. La Métropole est tenue de solliciter un arrêté temporaire de circulation auprès du pôle Provence Méditerranée avant le début des travaux.

- Coordination de sécurité et protection de la santé :

La Métropole prend toutes les dispositions réglementaires relatives à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des travaux d'aménagement et par conséquent elle a la charge de désigner un coordonnateur S.P.S.

- Achèvement et réalisation des travaux :

La Métropole doit être en mesure de fournir tous les éléments permettant de s'assurer de la qualité des travaux, suivant les normes en vigueur. A ce titre, la Métropole remet au Département un dossier de récolement comprenant le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO).

La réalisation des équipements est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un constat signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention (annexe 3).

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est Monsieur le chef du pôle territorial Provence Méditerranée ou son représentant légal.

Pour la Métropole, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est Monsieur le directeur général des services techniques ou son représentant.

ARTICLE 11. FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

Estimation de l'opération :

Tous les aménagements sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole pour un montant total du projet qui a été estimé à 390 000 € HT (*cf délibération du 26/4/21 du bureau métropolitain*).

Le Département prendra en charge 25 % du montant HT des travaux réalisés, plafonnés au montant estimé de 390 000 € HT, soit 97 500 € HT maximum.

Ce forfait de 25% correspond au montant des travaux de chaussée.

Taxe sur la valeur ajoutée :

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.

Conditions de paiement :

Le règlement de la participation financière du Département s'effectue selon les modalités suivantes :

- 100% à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal situé en annexe 3 de la présente convention, signé par les deux cosignataires, attestant de l'achèvement des travaux.

Ce paiement s'effectuera au vu de la fourniture par la Métropole d'un état récapitulatif des dépenses réelles.

ARTICLE 12. EXPLOITATION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

L'exploitation et l'entretien de l'aménagement réalisé seront effectués selon les dispositions de l'article 3 et de l'annexe 3 de la convention CO 2019-1181 du 4 décembre 2019 relative aux modalités d'exercice par le Département de la compétence gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires en cohérence avec les politiques mises en oeuvre par la métropole.

ARTICLE 13. CONDITIONS SUSPENSIVES

Les dispositions de la présente convention s'appliquent sous réserve de l'obtention et de la production par la Métropole de toutes les autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation de l'opération purgée de tout recours.

La résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure,
- non-respect des conditions administratives de la présente convention,
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 14. DURÉE DE LA CONVENTION

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de deux ans suivant la date de sa notification sous peine de caducité de la présente convention.

Tout renouvellement pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite par courrier avec AR deux mois avant la date de caducité.

Cette convention est conclue pour une durée limitée par la fin des délais de garantie des travaux réalisés. Les délais de garantie démarrent à la date de réception par les parties prenantes des travaux réalisés par la Métropole cette réception étant formalisée par constat contradictoire de la réalisation des équipements (annexe 3).

Le Département et la Métropole se réservent le droit de résilier la présente convention à tout moment avec un préavis de trois mois tant que les travaux n'ont pas démarré.

ARTICLE 15. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

A - Litiges

Les litiges qui peuvent survenir à l'occasion de l'application des termes de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties peuvent faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts composée de deux membres désignés l'un par le Département et l'autre par la Métropole. Cette commission doit, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

B - Responsabilités

La Métropole est responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'elle a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage désigné. Néanmoins, faute d'avoir signalé à la Métropole ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, le Département ne peut pas, ultérieurement, mettre en cause la responsabilité de la Métropole dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

ARTICLE 16. COMMUNICATION

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité .

ARTICLE 17. CARACTÈRE EXÉCUTOIRE ET NOTIFICATION

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remis respectivement au Département et à la Métropole, est exécutoire à la date de la signature des deux parties.

ARTICLE 18 . VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente convention peut faire l'objet d'un recours gracieux devant les parties prenantes et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification pour les personnes intéressées.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site "www.telerecours.fr.

A Toulon, le

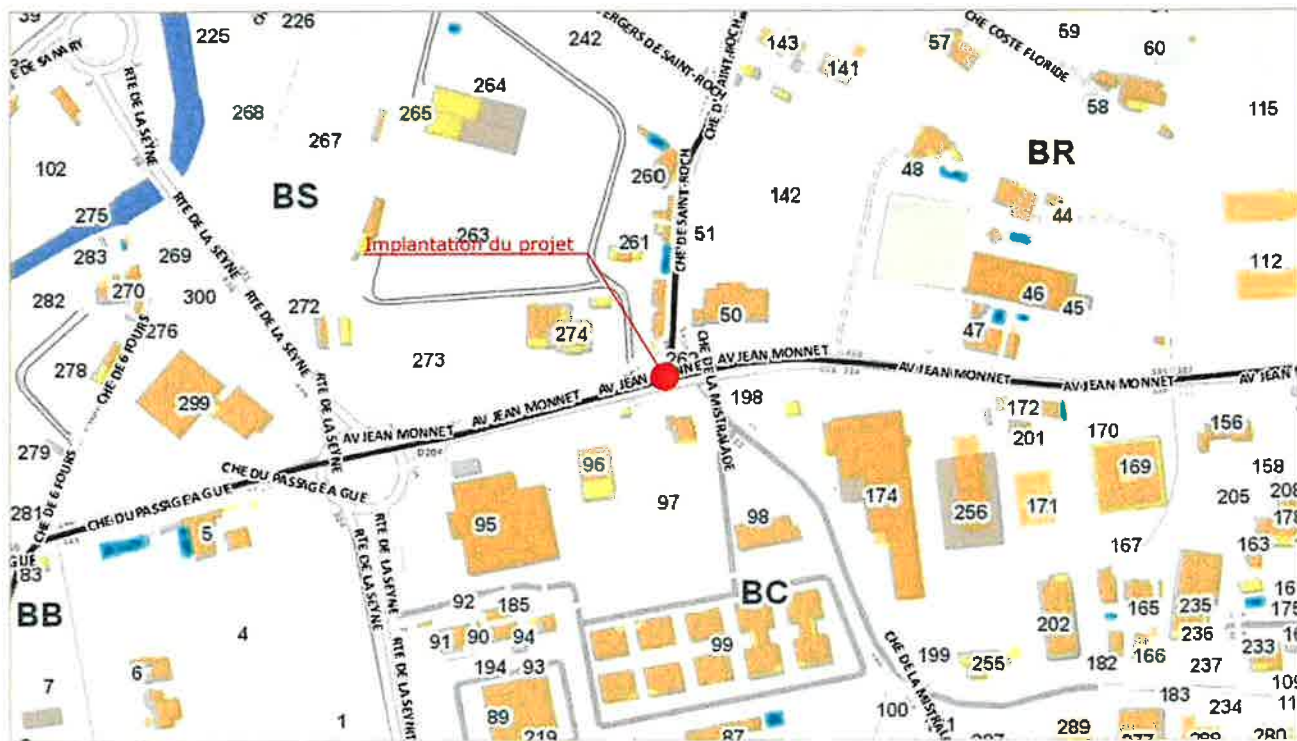
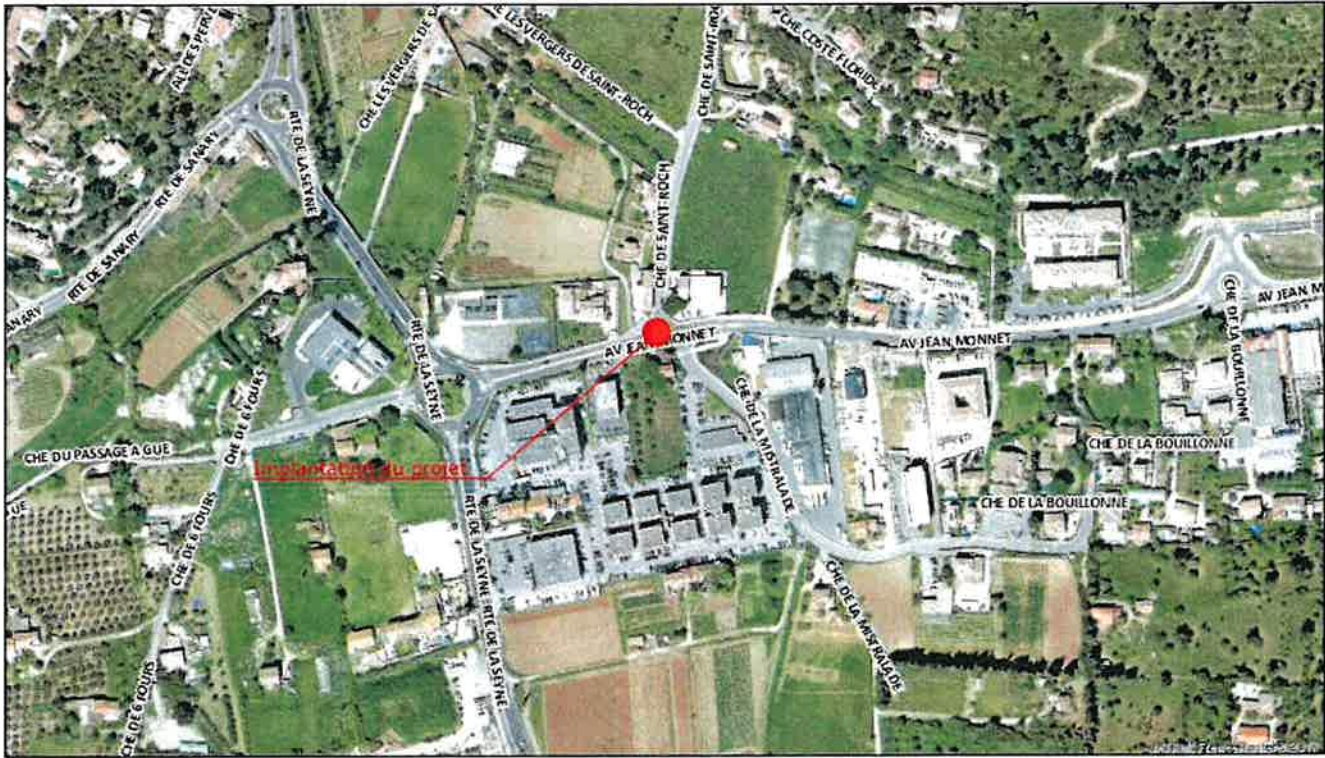
**Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Le Président**

Hubert FALCO

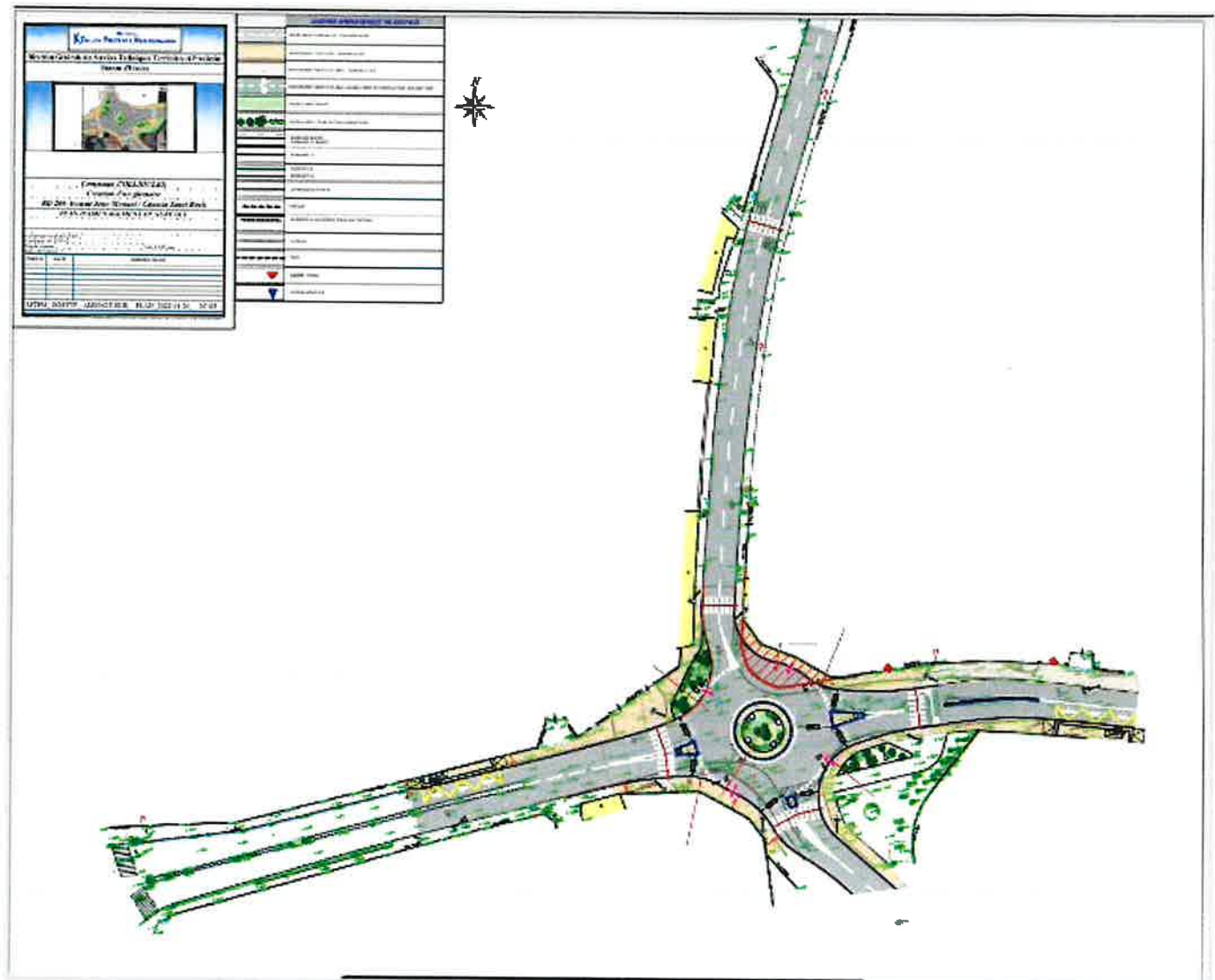
Fait à Toulon, le

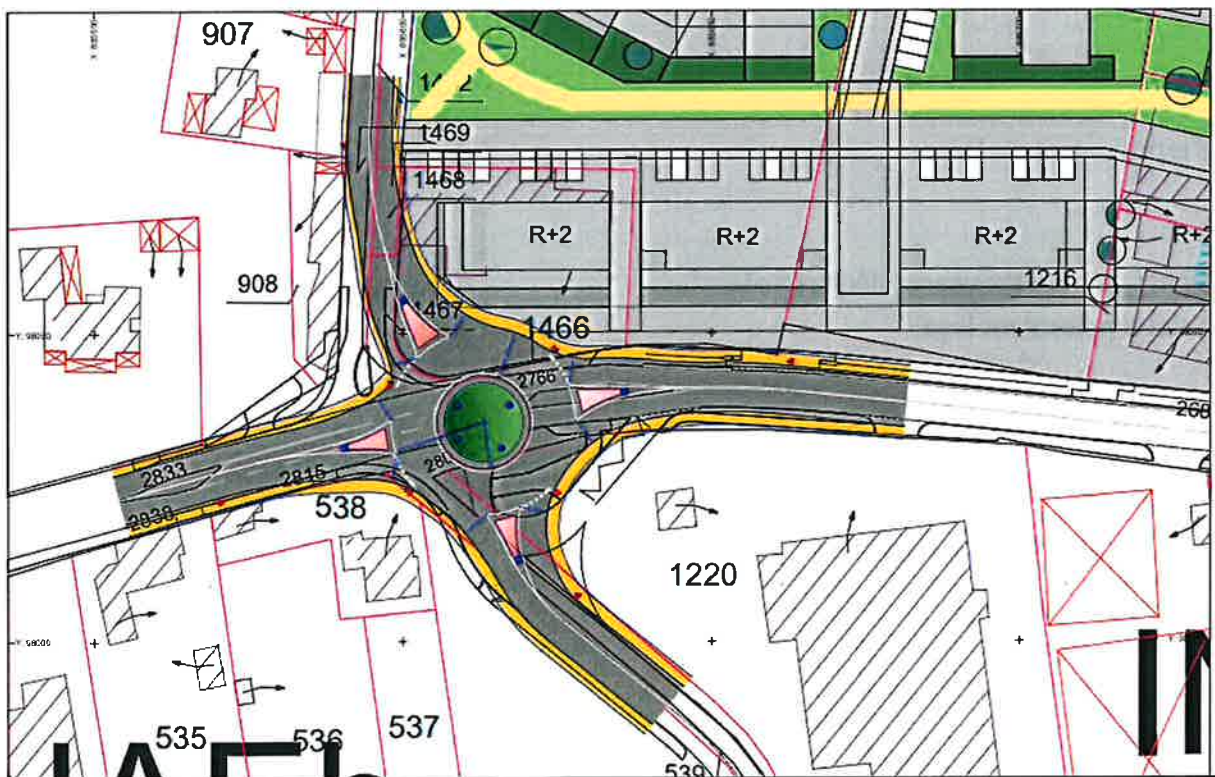
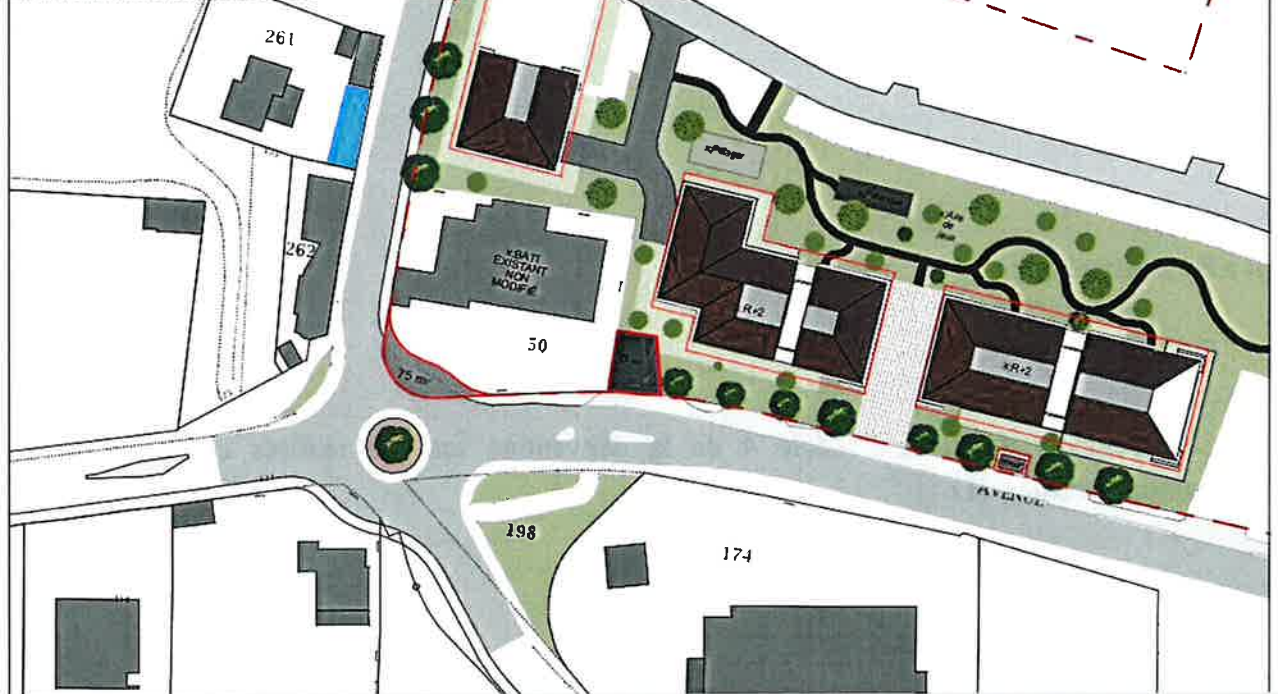
**Jean-Louis MASSON
Le Président du Conseil départemental du
Var**

ANNEXE 1 – Plan de situation



ANNEXE 2 - Plans projet





ANNEXE 3 – Constat de réalisation des équipements

Le _____ à _____

Il a été constaté que :

Les équipements décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés conformément aux dispositions prévues. (1)

Les équipements décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés avec les modifications suivantes : (1)

Le représentant du Département

Le Représentant de la Commune

Le chef du pôle Provence Méditerranée
ou son représentant légal

Le directeur général des services
techniques ou son représentant légal

(1) Rayer la mention inutile